

Mali : mise en place d'une période de transition

@rib News, 11/04/2012 â€“ Source AFPLe prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale Dioncounda TraorÃ© a Ã©tÃ© dÃ©signÃ© comme chef de l'Etat de transition au Mali et sera investi jeudi Ã la tÃªte de ce pays saharien dont le nord se trouve sous la coupe de rebelles touareg et d'islamistes armÃ©s. Le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, M. Dioncounda TraorÃ©, assure l'intÃ©rim du prÃ©sident de la RÃ©publique, indique la Cour constitutionnelle dans un arrÃªt, aprÃ¨s avoir constatÃ© la vacance de la prÃ©sidence pour cause de dÃ©mission ce week-end du chef de l'Etat Amadou Toumani TourÃ© (ATT) renversÃ© par un coup d'Etat militaire le 22 mars.

L'investiture du prÃ©sident intÃ©rimaire aura lieu jeudi Ã 09H00 (locales et GMT), a indiquÃ© une source proche de la Cour. Son intronisation marquera le coup d'envoi de la transition, prÃ©vue par un accord conclu entre la junte qui a renversÃ© ATT et la CommunautÃ© Ã©conomique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Un Premier ministre de transition investi des pleins pouvoirs doit dans la foulÃ©e Ãªtre dÃ©signÃ©, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale qui sera aux affaires jusqu'aux Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislatives. Dans son arrÃªt, la Cour constitutionnelle stipule que le scrutin en vue de l'Ã©lection du nouveau prÃ©sident de la RÃ©publique doit Ãªtre organisÃ© 21 jours au moins et 40 jours au plus compter de la notification du prÃ©sent arrÃªt. Cependant, l'accord de sortie de crise prÃ©cise que les circonstances exceptionnelles que connaÃ®t le Mali rendent impossible la tenue des Ã©lections dans ces dÃ©lais, et qu'une transition sera mise en place jusqu'Ã ces scrutins dont les dates ne sont pas prÃ©cisÃ©es. La junte se retire donc comme promis, mais selon nombre d'observateurs les putschistes devraient tenter de conserver un droit de regard sur les dossiers militaires, alors que l'armÃ©e malienne vient de subir la plus cuisante dÃ©route de son histoire. La CEDEAO a obtenu de la junte un accord de principe pour la libÃ©ration de neuf personnalitÃ©s du rÃ©gime ATT, dont au moins cinq ministres, arrÃªtÃ©s aprÃ¨s le coup d'Etat, une libÃ©ration qui pourrait intervenir jeudi, a dÃ©clarÃ© mardi le ministre ivoirien de l'IntÃ©gration africaine, Adama Bictogo. AprÃ¨s le coup d'Etat, le Nord est entiÃ¨rement passÃ© sous le contrÃ´le de rebelles touareg du Mouvement national de libÃ©ration de l'Azawad (MNLA), dont l'offensive avait dÃ©marrÃ© en janvier, de groupes islamistes armÃ©s, de trafiquants et d'autres groupes criminels.